



PREFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 514 DDPP -2010
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

en pré d'ad. septembre

VU le Titre 1er du Livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L 514-1 et R. 512-33 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002 autorisant la Société Montbrisonnaise de Travaux Publics à exploiter une carrière de granite sur le territoire de la commune d'Ailleux ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 juillet 2010 établi suite à la visite d'inspection du 13 juillet 2010 ;

CONSIDÉRANT que des hauteurs de fronts de près de vingt-cinq mètres ont été constatées sur le site de la carrière sus-mentionnée, alors que la hauteur maximale d'un gradin est réglementairement fixée à 15 mètres par l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002 ;

CONSIDÉRANT la quasi inexistence de banquettes, constatée sur le site de la carrière sus-mentionnée, alors que la largeur des banquettes est fixée à 10 mètres par l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002 ;

CONSIDÉRANT que le site a présenté des zones de glissements avec une fissuration importante du massif exploité générant un danger pour les usagers de la route RD26 longeant l'entrée de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'étude géotechnique réalisée par le bureau d'étude CFEG et transmise par l'exploitant le 8 décembre 2009 préconise de modifier le phasage d'exploitation en procédant par phase descendante depuis la partie sommitale de la carrière ;

CONSIDÉRANT que les préconisations de l'étude géotechnique ont pour conséquence de modifier les données de la demande d'autorisation d'exploiter en termes de phasage d'exploitation, de réaménagement paysager et de calcul des garanties financières ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative et de prendre les mesures nécessaires pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1er – La Société Montbrisonnaise de Travaux Publics, dont le siège social est situé ZI de Vaure à Montbrison, est tenue, pour son site situé à AILLEUX, lieu-dit « Bois de Domois », de présenter, dans un délai de 3 mois, un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation intégrant notamment :

- un phasage précis adapté aux caractéristiques géotechniques du site,
- un échéancier précisant les délais de mise en conformité de la partie déjà exploitée (entre les cotes 478 et 540 m NGF),
- une actualisation de l'étude paysagère adaptée au nouveau phasage,
- une actualisation du calcul des garanties financières.

Article 2 – Les travaux d'exploitation visant à l'extraction de matériaux sont interdits dans la zone de glissement de la carrière jusqu'au rétablissement de fronts conformes et stables.

Article 3 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 4 – En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 – Le Sous-Préfet de MONTBRISON, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur départemental de la protection des populations et le maire d'AILLEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie et il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 02 AOUT 2010


Pierre SOUBELET

Copie adressée à :

- Monsieur le directeur de la Société Montbrisonnaise
de Travaux Publics
ZI de Vaure – BP 23
42601 MONTBRISON Cedex
- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire d'AILLEUX
- M. le Colonel, Commandant du groupement de gendarmerie de la Loire
- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, unité territoriale Loire
- Archives
- Chrono